

# Joseph E. Stiglitz et le *Prix de l'inégalité*

Cet article est une recension de l'ouvrage écrit par le prix Nobel d'Economie, Joseph E. Stiglitz, et intitulé *Le Prix de l'inégalité*.

Dans ce livre, l'auteur rassemble l'essentiel de son expérience et de son savoir sur le fonctionnement réel de l'économie aux Etats-Unis et son rapport au monde politique.

Cet ouvrage est un véritable réquisitoire contre certaines perversions qui, provoquant ou aggravant les échecs du marché, consolident des situations de rente, distordent les processus d'allocation de ressources et créent toujours plus d'inégalités au profit des « 1 % » les plus riches.

L'auteur y aborde les implications éthiques, politiques et sociales que sous-tend le nouveau paradigme qu'il a progressivement imposé, celui de l'économie de l'information (*Information economics*).

Par **Christophe ATTALI\***

## INTRODUCTION (1) : L'ITINÉRAIRE COPERNICIEN D'UN HOMME ENGAGÉ

Lors de la conférence qu'il donna pour la réception du prix Nobel d'économie (2), en décembre 2001, Joseph E. Stiglitz évoquait son itinéraire personnel en ces termes :

*Quand j'ai commencé mes études d'économie, il y a environ quarante ans, j'ai été frappé par l'incongruité des modèles que l'on nous enseignait par rapport au monde tel que je l'avais vu dans ma jeunesse (...). Même dans ses meilleurs jours, (ce monde) était gâché par la pauvreté, des périodes de chômage élevé, et une discrimination raciale massive. (...) Une fois diplômé, je me décidai à tenter de créer des modèles dont les hypothèses – et les conclusions – s'accorderaient davantage avec le monde tel que je le voyais, avec toutes ses imperfections. (...) (Ainsi) m'engageai-je dans les sciences économiques avec l'espoir que je pourrai faire quelque chose au sujet du chômage,*

*de la pauvreté, et de la discrimination. (...) Car la responsabilité que nous donne notre liberté académique, c'est de faire notre possible pour que le monde, dans le futur, connaisse non seulement une plus grande prospérité économique, mais aussi davantage de justice sociale.*

De fait, après son Ph. D. au MIT (1966-1967), ses tout premiers travaux de recherche à la *Cowles*

\* Ingénieur général des Mines, Conseil général de l'Economie, de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies (CGEJET), ministère de l'Economie et des Finances.

(1) Cette recension est extraite d'un article sur l'œuvre scientifique de J.E. Stiglitz et ses implications en philosophie politique, que nous avons proposé sous le titre *Stiglitz et le principe d'égalité*.

(2) Plus exactement, le prix de la Banque de Suède en Sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel – Les citations que nous produisons ci-après de cette conférence sont extraites de la version révisée que J. E. Stiglitz en a publiée en juin 2002 dans *The American Economic Review*. Elle est disponible en accès libre sur son site Internet de l'Université de Columbia (<http://www2.gsb.columbia.edu/faculty/jstiglitz/>), sous le titre : *Information and the Change in the Paradigm in Economics*. La traduction française est de notre fait.



© Gregory de Muylder/REA

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et professeur à l'Université de Columbia, lors du premier Sommet mondial des quartiers d'affaires pour le développement durable qui s'est tenu à Paris en février 2008.

*Foundation* (3) (1967–1970) ont porté sur la question des inégalités de revenus, sur celle du chômage, et sur les rapports à l'économie réelle de l'économie financière dont la théorie se développait alors sur la base des résultats produits par Markowitz (théorie du portefeuille, 1959), et par Modigliani et Miller (« théorème » de la finance d'entreprise, 1958-1963). Dans ses premiers articles, Stiglitz s'étonnait ainsi que l'on puisse déduire du modèle standard d'équilibre général, tel qu'il avait été récemment refondé par les travaux de Arrow et Debreu (1954-1959), des conclusions opposées quant aux tendances globales du système concurrentiel à l'égalisation progressive de la distribution des richesses ou, au contraire, au creusement des inégalités (4). Parmi les *forces for inequality* qu'il relevait, il soulignait alors les conséquences de l'hétérogénéité de l'offre sur le marché du travail, spécialement en termes de qualifications. Il relevait par ailleurs l'importance à long terme des arbitrages entre la rémunération du travail et celle du capital, pour le développement d'un chômage structurel (5). Enfin, il observait (6) que les mécanismes réels à l'œuvre sur les marchés financiers ne justifiaient le « théorème » de Modigliani et Miller que pour autant que l'on fit abs-

traction de la fragmentation sectorielle de l'économie, des conditions de création ou de concentration des entreprises, des coûts de transaction, des asymétries et autres imperfections d'information sur les marchés, des restrictions à la variété des instruments financiers disponibles, de l'éventualité de faillites, etc. Il notait la possibilité, en présence d'incertitudes, et à défaut que

(3) Fondée en 1932, la *Cowles Commission for Research in Economics*, renommée Cowles Foundation en 1955, s'est assignée la tâche de vérifier empiriquement la pertinence des modèles macroéconomiques utilisables pour les décisions de politique économique. Cela incluait l'élaboration de modèles de vérification des hypothèses keynésiennes (TINBERGEN, 1939 ; KLEIN, 1950 ; etc.), et leurs tests économétriques. Le développement de la *Nouvelle Économie Néo-classique*, et des modèles de croissance dérivés de la théorie de l'équilibre général reformulée par Arrow et Debreu (1954–1959), ont élargi, à partir des années 1960, son champ d'investigation théorique et de recherche statistique et économétrique. « Néo-classiques » et « néo-keynésiens » s'y sont côtoyés.

(4) STIGLITZ (J.E.), "Distribution of Income and Wealth among Individuals", *Econometrica*, juillet 1969.

(5) STIGLITZ (J.E.) (avec (G.A.) Akerlof), "Capital, Wages and Structural Unemployment", *Economic Journal*, juin 1969.

(6) STIGLITZ (J.E.), "A Re-Examination of the Modigliani – Miller Theorem", *Review of Economics and Statistics*, 1969.

soit réalisée parfaitement l'hypothèse de complétude des marchés avancée par Arrow et Debreu, d'une *inefficience structurelle* de l'économie (7). Et il concluait (*ibid.*) que :

*La « main invisible » de la compétition peut ne pas travailler aussi bien que ce que l'on avait pensé jusqu'à présent. En un certain sens, ces limitations de l'optimalité des marchés concurrentiels sont beaucoup plus sérieuses que les restrictions qui ont pu déjà être relevées, car elles concernent une des plus fondamentales de toutes les activités économiques, l'allocation des ressources parmi les opportunités alternatives d'investissement.*

Tous ces motifs d'inefficacité structurelle de l'économie de marché ont formé la trame des travaux ultérieurs de Joseph E. Stiglitz. Et plus de quarante ans après ces premières publications, il nous propose aujourd'hui un ouvrage qui rassemble, sous une forme simple et accessible au grand public, l'essentiel de son expérience et de son savoir sur le fonctionnement réel de l'économie aux Etats-Unis, et son rapport au système politique. Mais *Le Prix de l'inégalité* (8) est plus que cela. C'est aussi un véritable réquisitoire contre certaines perversions qui, provoquant ou aggravant les échecs du marché, consolident des situations de rente, distordent les processus d'allocation de ressources et créent toujours plus d'inégalités au profit des « 1 % » les plus riches. Centrées sur l'économie américaine ses analyses, où revient souvent le thème central des asymétries d'information, démontrent comment ce creusement des inégalités résulte de choix dictés par ceux qui ont su « capturer » le système politique au profit de leurs intérêts économiques particuliers. Au long de l'ouvrage apparaît ainsi tout le prix à payer par la société pour l'aggravation des inégalités en son sein : celles-ci n'affectent pas seulement la croissance et l'efficacité de l'économie ; elles minent aussi sa stabilité, déchirent le tissu social et invalident le pacte fondateur du système démocratique.

Il convient de lire cet ouvrage pour ce qu'il est : le livre d'un économiste éminent qui est aussi, et peut-être d'abord, un homme engagé et militant. Publié à quelques mois des élections présidentielles américaines, il brosse un tableau particulièrement sombre des rapports mutuels du système économique et du système politique aux Etats-Unis. Mais il propose aussi les voies d'un redressement économique, social et politique. Suivant souvent en cela davantage les voies de l'exhortation ou de l'admonestation, que celles de la démonstration rigoureuse, l'auteur reconnaît volontiers que : *Tout livre destiné à un large public,*

(7) STIGLITZ (J.E.), "On the Optimality of Stock Market Allocation of Investment", *Quarterly Journal of Economics*, février 1972 (une première version en avait été présentée à l'*Econometric Society* réunie à Tokyo en 1970).

(8) Editions *Les Liens Qui Libèrent*, Paris, septembre 2012, 510 p., trad. française par P. et F. Chemla de l'ouvrage de Stiglitz (J.E.) publié à New-York aux éditions W.W. Norton en juin 2012, sous le titre *The Price of Inequality*.

*comme celui-ci, généralise davantage que ne le ferait un ouvrage scientifique truffé de distinctions fines et de notes. Je m'en excuse d'avance et renvoie le lecteur aux travaux que je cite dans le nombre limité de notes que m'a autorisé mon éditeur...*

Autant dire qu'il ne s'agit pas de rendre compte de cet ouvrage en évaluant la qualité de ses démonstrations, et la pertinence de l'analyse scientifique de phénomènes économiques et sociaux que l'auteur n'y décrit qu'à grands traits. Car s'il s'y focalise sur la question de l'égalité (et de l'inégalité) politique et économique, c'est pour nous indiquer la pierre d'angle de l'édifice qu'au fil de sa vie il a bâti, aux plans scientifique et politique. Précisément, s'il y a un tel prix à payer, à ses yeux, pour l'accroissement des inégalités, c'est que l'architecture économique et sociale qu'il appelle de ses vœux ne lui semble pouvoir se fonder que sur un postulat fondamental d'égalité des conditions. Mais en portant ainsi au faîte de son œuvre ce « principe d'égalité », ne nous fait-il pas passer de la science économique à la philosophie politique ? N'engage-t-il pas dès lors toute une vision du monde, qui commanderait en retour l'organisation du savoir économique ? C'est sous cet angle que nous examinerons l'ouvrage. Car dans son œuvre scientifique et ses engagements publics, J.E. Stiglitz a joint à la rigueur de l'innovation théorique une recherche d'ordre éthique et politique qui donne sa véritable dimension au nouveau paradigme qu'il a progressivement imposé, celui de *l'Economie de l'Information*. Ces *Information Economics* ont comme renversé la perspective du courant standard néo-classique. Comme il le soulignait dans la conférence qu'il a donnée lorsque lui a été remis le prix Nobel, il ne suffit plus de poursuivre les tentatives de perfectionner le « modèle de Ptolémée ». Il faut consentir à une véritable révolution copernicienne, à la hauteur des enjeux fondamentalement institutionnels de l'économie de l'information, où la vision théorique rejoint l'éthique politique et sociale : *There were, to be sure, some Ptolemaic attempts to defend and elaborate on the old model. (...) Our analysis showed that this approach was wrong. (...) Information affects political processes as well as economic ones. (...) Political processes inevitably entail asymmetries of information. (...) Democracy – contestability in political processes – provides a check on abuses of the powers that comes from delegation just as it does in economic processes. (...) There is a wealth of evidence that the economists' traditional model of the individual is too narrow. (...) One of the lessons of the economics of information is that laws and institutions can decidedly improve matters. (...) I have traced the replacement of one paradigm with another. The deficiencies of the neo-classical paradigm – the failed predictions, the phenomena that were left unexplained – made it inevitable that it would be challenged. One might ask, though, how can we explain the persistence of this paradigm for so long? (...) One cannot ignore the possibility that the survival*

*of the paradigm, and the policy prescriptions that were derived from it, has served certain interests ...*

### Le Prix de l'inégalité : un ouvrage militant

Fort de la notoriété que lui a conférée le prix Nobel, J.E. Stiglitz a tenté, par la publication d'une série d'ouvrages grand public, de vulgariser le nouveau paradigme des *information economics* au travers d'une critique vigoureuse, aux accents souvent polémiques, des errements du capitalisme financier et d'une *globalization* (9) sans régulations appropriées.

C'est dans cette veine qu'aujourd'hui, après *Globalization and Its Discontents* (10), *The Roar of the Nineties* (11), *Making Globalization Work* (12), et *Freefall: America, Free Markets, and the Sinking of the World Economy* (13), J.E. Stiglitz propose *The Price of Inequality* (14). L'ambition d'ensemble de l'ouvrage s'inscrit clairement dans la perspective des implications éthiques, politiques et sociales, des analyses du

(9) On distingue en français *globalisation* et *mondialisation*. En anglais, *globalization* recouvre les deux notions.

(10) W.W. Norton, 2002, publié en français en 2002 sous le titre *La grande désillusion* (éd. Fayard).

(11) W.W. Norton, 2003, publié en français en 2003 sous le titre *Quand le capitalisme perd la tête* (éd. Fayard).

(12) W.W. Norton, 2006, publié en français en 2006 sous le titre *Un autre monde : contre le fanatisme du marché* (éd. Fayard).

(13) W.W. Norton, 2010, publié en français en 2010 sous le titre *Le triomphe de la cupidité* (éd. Les Liens Qui Libèrent).

(14) W.W. Norton, juin 2012, publié en français en septembre 2012 sous le titre *Le prix de l'inégalité* (éd. Les Liens Qui Libèrent).

(15) Dans notre article *Stiglitz et le principe d'égalité*, nous illustrons ce changement de paradigme par des citations d'articles jalonnant la carrière académique et publique de Stiglitz. Ici, nous ne ferons que citer cet extrait de la préface de Stiglitz et Greenwald à leur ouvrage de 2003 *Towards a New Paradigm in Monetary Economics* : « Les idées exposées dans ce livre constituent un changement radical dans la manière de penser certains aspects de la politique et, ainsi, elles représentent un défi pour l'orthodoxie bien établie. Les implications politiques en sont importantes, non seulement pour les performances globales de l'économie mais aussi pour des groupes sociaux particuliers » (trad. Ph. Ricalens).

(16) Sur la question de la « capture du régulateur », mais en la considérant sur un champ beaucoup plus large incluant l'ensemble du système économique-politique conçu comme structures d'équilibres informationnelles asymétriques et de stratégies à informations cachées, Stiglitz va au-delà des vues de Stigler (*The Theory of Economic Regulation*, 1971) et se rapproche surtout de Peltzman (*Toward a More General Theory of Regulation*, 1976 ; *The Economic Theory of Regulation after Decade of Deregulation*, 1989) : voir son article *Regulation and Failure* (in *The Tobin Project*, 2009). Pour bien souligner l'extension de sa perspective par l'économie de l'information, au-delà du champ initial visé par la théorie de Stigler (les biens publics, les monopoles naturels), Stiglitz précise qu'il entend considérer aussi les situations de « capture cognitive » du régulateur (voir *Le prix de l'inégalité*, p. 91). Voir aussi les contributions rassemblées dans l'ouvrage : *Regulation, Deregulation, Reregulation : Institutional Perspectives* (Ménard (C.) & Ghertman (M.), Editions Edward Elgar, 2009).

nouveau paradigme des *Information Economics* : il en confirme la capacité « copernicienne » à renouveler la vision des rapports entre l'exercice du pouvoir économique et celui du pouvoir politique (15).

Mais cette perspective prend ici une acuité particulière. L'auteur la développe en effet non seulement dans le contexte global de la crise financière enclenchée en 2007 (comme déjà avec *Freefall*), mais aussi et plus particulièrement en référence à la situation politique et sociale des Etats-Unis d'Amérique moins d'un an avant les élections présidentielles de l'automne 2012. Il se fait ainsi l'écho, en lui donnant le crédit d'une analyse fouillée des faits économiques récents, et de leur interprétation sous l'angle des stratégies sociales mises au jour sous le paradigme des *Information Economics*, de la contestation portée emblématiquement par le mouvement des *Occupy Wall Street*. Il étaye et illustre leur dénonciation de l'accaparement de la richesse par les « 1 % » les mieux dotés – lesquels instrumentent la distorsion des mécanismes des marchés imparfaits et inefficients pour consolider leurs positions de rentes, et achever de capturer (16) à leur profit particulier, par diverses perversions du système politique, les capacités de légiférer, de réglementer ou de réguler détenues par les pouvoirs publics et leurs agences.

D'emblée (p. 9), J.E. Stiglitz ouvre *Le prix de l'inégalité* par un constat sévère :

*Les marchés ne fonctionnent pas comme ils sont censés le faire, puisqu'ils ne sont à l'évidence ni stables ni efficaces ; le système politique ne corrige pas les échecs du marché, et les systèmes économique et politique sont fondamentalement injustes.*

Il précise alors que son intention est que ce nouveau livre :

*explique le lien étroit entre ces trois idées : l'inégalité est la cause et la conséquence de la faillite du système politique, et elle alimente dans notre système économique une instabilité qui l'aggrave à son tour.*

Un peu plus loin dans son livre, il revient sur ce lien mutuel entre inégalité, efficacité et stabilité économiques, et système politique, en ces termes (p. 11) :

*Le prix de l'inégalité, c'est la détérioration de l'économie, qui devient moins stable et moins efficace, avec moins de croissance, et la subversion de la démocratie. (...) Le pouvoir des marchés est énorme, mais ils n'ont pas de profil moral intrinsèque. (...) Les marchés aboutissent souvent à une forte inégalité qui paraît injuste à beaucoup.*

Il souligne (p. 14) que l'accroissement considérable des inégalités, en laminant la classe moyenne, ruine en même temps une des valeurs fondamentales de la société américaine :

*l'équité des chances de succès, l'égalité des chances.*

Il annonce alors que :

*ce livre se concentre sur l'égalité et l'équité,*

et il précise son angle d'analyse en énonçant la thèse fondamentale qui fera l'unité de tout l'ouvrage : celle d'une collusion entre le pouvoir économique et le

pouvoir politique, établie dans le but de renforcer les multiples situations de rentes qui démentent la logique théorique de l'efficacité des marchés en équilibre concurrentiel et qui, pour prospérer, tirent parti de toutes les imperfections et asymétries de l'information tant dans la structure des marchés que dans le fonctionnement du système politique. Dès lors (p. 19) :

*Loin de corriger les échecs du marché (le système politique) les aggrave. (...) L'échec politique et l'échec économique sont liés et se renforcent mutuellement. (...) C'est la politique qui a modelé le marché, et elle l'a fait pour le conduire à favoriser le haut [les « 1 % » qui concentrent la richesse] au dépens du reste [les « 99 % » qui stagnent, voire régressent sur l'échelle du bien-être social].*

Notant que le système économique actuel n'est ni stable, ni efficace, et n'assure ni la croissance ni la juste répartition des richesses, J.E. Stiglitz annonce (p. 22) qu'il entend montrer dans cet ouvrage que :

*Toutes les décisions que nous prenons en tant que nation – de notre budget à notre politique monétaire, et même à notre système judiciaire – reflètent notre inégalité, la perpétuent et l'aggravent, (et que réciproquement) la montée de l'inégalité économique aboutit à un déséquilibre croissant du pouvoir politique, dans une connexion perverse entre politique et économie. (...) (Mais) d'autres cadres de pensée sont possibles ... (qui) consistent notamment à mieux équilibrer les marchés et l'Etat. (...) (Car) l'un des rôles de l'Etat est de redistribuer le revenu, notamment quand les mécanismes du marché aboutissent à un résultat trop discordant.*

De cette ligne directrice résulte le plan de l'ouvrage. Le chapitre 1 (*L'Amérique a un problème de 1 %*) décrit le processus de creusement des inégalités depuis l'ère des *reaganomics*, et l'accélération dramatique de celui-ci depuis le commencement de la crise enclenchée en 2007, qu'il appelle la « Grande Récession ». La richesse ne « ruisselle » plus du haut vers le bas, mais au contraire le haut de l'échelle, et spécialement ce « 1 % » qui à la fois concentre le pouvoir économique et dispose de leviers d'influence décisifs sur le système politique, fait comme ruisseler à l'envers la circulation des richesses, par l'instauration et l'exploitation de distorsions de marché :

*Cette inégalité américaine est largement due à des distorsions du marché, avec des incitations qui ne poussent pas à créer des richesses nouvelles, mais à en prendre aux autres.*

J.E. Stiglitz fait état, pour argumenter son propos, de nombreuses études sur l'état et les effets délétères de l'appauvrissement d'une fraction croissante de la population américaine. Soulignant que l'égalité des chances n'est plus aux Etats-Unis qu'un mythe, il introduit l'idée que la division de la société est directement, voire exclusivement, le produit ou l'effet de l'inégalité économique. Dès lors (p. 57), il constate que :

*L'aliénation commence à remplacer la motivation. Au lieu de cohésion sociale, nous avons un nouvel esprit de division.*

Ainsi, les Etats-Unis approchent aujourd'hui, selon l'auteur, du degré d'inégalité qui caractérise les « sociétés dysfonctionnelles ». Or, affirme-t-il (p. 65) :

*Instaurer une société plus égalitaire peut créer une économie plus dynamique.*

Mais il faut en même temps restaurer l'intégrité du système politique en éliminant ses multiples compromissions avec l'économie de rentes. Le chapitre 2 aura donc pour objet de passer en revue les multiples perversions d'un système polarisé par (p. 67) :

*la recherche de rentes et (la) fabrication de l'inégalité sociale. (...) (Car) même si des forces de marché ont contribué à modeler l'inégalité, c'est la politique de l'Etat qui modèle les forces de marché. L'inégalité actuelle résulte largement de la stratégie des pouvoirs publics. (...) : l'inégalité est due à des forces politiques autant qu'économiques.*

C'est ici que l'auteur introduit, avec un talent certain de pédagogue, mais au prix peut-être d'une certaine approximation dans l'expression, les éléments fondamentaux d'analyse économique qui baliseront ses démonstrations tout au long de l'ouvrage. Prolongeant la thèse centrale de l'analyse néo-classique marginaliste de « l'économie du bien-être », il avance que le « bon fonctionnement – l'efficacité – des marchés revient à ce que (p. 73) :

*profits privés et bénéfices sociaux (soient) alignés, (quand) rémunérations privées et contributions sociales sont égales (...), (quand) la contribution sociale de chaque salarié est exactement égale à sa rémunération privée.*

Qu'attendre alors de l'Etat ? D'abord, d'atténuer les inégalités de revenus et de fortune résultant de ce supposé « bon fonctionnement » des marchés, en corrigeant la distribution des « dotations » qui vont déterminer la formation des équilibres marginalement optimaux. Ce sera le rôle redistributif de l'Etat, que l'auteur à ce stade n'évoque qu'en passant. Il s'attarde en revanche davantage sur la mission qui revient à ses yeux à l'Etat de (pp. 73-74) :

*concevoir des mesures (des impôts et des réglementations) qui alignent les incitations privées sur les rendements sociaux. (...) (Car) si rémunérations privées et rendements sociaux ne sont pas alignés, nous disons qu'il y a échec du marché, c'est-à-dire que les marchés n'aboutissent pas à un résultat efficace. (Or) ils ne sont pas alignés quand la concurrence est imparfaite ; quand il y a des « externalités », (...) des imperfections ou des asymétries d'information, (...) ou quand les marchés du risque ou d'autres marchés sont absents.*

Ayant ainsi résumé en termes simples l'essentiel de sa doctrine, J.E. Stiglitz montre alors dans ce chapitre comment les dirigeants du secteur financier aux Etats-Unis ont systématiquement cherché à créer et exploiter ces distorsions et imperfections de marché, en

pesant sur le système politique pour introduire des « failles » juridiques et fiscales. Ainsi, juge-t-il (p. 74) : *le secteur financier a utilisé sa puissance politique pour obtenir que les échecs de marché ne soient pas corrigés.*

Soulignant l'effet de rente qui en résulte pour les dirigeants du secteur financier, il étend ensuite son exposé aux autres formes de recherche de rentes que sont (p. 80) :

*(les) transferts et les subventions de l'Etat, dissimulés ou non ; des lois qui rendent le marché moins concurrentiel ; une application laxiste de la législation (...) ; des textes législatifs qui permettent aux entreprises (...) de se défaire de leurs coûts sur la société. (...) (Et plus généralement (p. 83)) tous moyens d'exploiter le pouvoir de marché et d'autres imperfections du marché.*

L'auteur propose alors divers exemples de ces comportements : pas seulement dans le secteur financier, mais aussi, plus généralement, par l'accaparement des droits de propriété intellectuelle (l'économie des brevets, et les barrières à l'entrée de l'innovation), et dans l'instauration de quasi-monopoles technologiques (Microsoft). Il souligne, d'autre part, l'influence persistante de « l'Ecole de Chicago » sur le système judiciaire américain : persuadé que les marchés sont « naturellement » concurrentiels, celui-ci en est venu à imposer la lourde charge de la preuve à tous les acteurs économiques qui voudraient dénoncer et voir réparer des comportements prédateurs de type monopolistique, caractérisés par (p. 87) :

*des comportements de collusion (qui) peuvent se maintenir sur une longue période (...) profitant des imperfections de l'information (qui) entravent la concurrence.*

Non seulement le système judiciaire, mais aussi l'ensemble des pouvoirs publics (le Congrès, l'administration présidentielle) et de leurs agences (pour le secteur monétaire et financier : la FED (Réserve fédérale américaine), la FCC (Federal Communications Commission), la SEC (Securities and Exchange Commission), ...) apparaissent ainsi, aux yeux de J.E. Stiglitz, comme pris dans le piège de la « capture cognitive » dans les rets de l'orthodoxie de la « théorie standard ».

C'est au chapitre 3 (« Les marchés et l'inégalité ») que l'auteur va entrer plus précisément dans la critique de cette « orthodoxie », en montrant comment les normes de la société et des institutions sociales « modèlent les forces du marché » – ce que fait aussi l'Etat dès lors que le système politique reflète et amplifie ces normes (p. 98). J.E. Stiglitz conduira ici sa démonstration en décrivant d'abord les multiples distorsions qui, à ses yeux, en jouant sur les « bouleversements structurels » (p. 99) affectant le marché du travail depuis une vingtaine d'années (notamment par l'effet des changements technologiques et du déplacement des avantages comparatifs et des critères de qualification professionnelle), contribuent à rendre celui-ci globalement inefficace : les salaires d'un grand nombre de salariés « pris au piège » sont tirés vers le

bas, au bénéfice d'un très petit nombre de dirigeants qui accaparent les profits. Il montre ensuite comment l'Etat américain a favorisé l'instauration d'une « mondialisation asymétrique » (p. 109), où les leviers de la libéralisation financière et de la mondialisation du commerce renforcent finalement le pouvoir patronal vis-à-vis du travail. Soulignant que la mondialisation ainsi conduite intensifie les risques et aggrave l'instabilité (p. 110), il signale que, les entreprises répondant à cela par des comportements d'évitement du risque (d'autant plus que les « marchés du risque » sont incomplets), les équilibres apparents observables sont sous-optimaux :

*La mondialisation asymétrique... dégrade finalement la situation de tous » (p. 112).*

Mais il y a bien d'autres normes sociales implicites qui agissent pour distordre les mécanismes théoriques d'équilibre concurrentiel des marchés. Stiglitz évoque ici les pratiques de gouvernance d'entreprise (p. 114 sq.) qui, combinées avec les stratégies de captation de rentes, aboutissent à des partages inéquitables de la valeur produite, spécialement au bénéfice des hauts dirigeants (qui appartiennent au « 1 % » du « haut »), et au détriment des salariés, voire souvent aussi des actionnaires. Il accorde aussi une attention spéciale aux pratiques de discrimination économique en montrant (p. 118) :

*qu'un comportement de collusion tacite au service d'un groupe dominant (les Blancs, les hommes) peut servir à réprimer les intérêts économiques d'un autre groupe (...) (et) que d'autres mécanismes (liés à l'information imparfaite) peuvent conduire à des équilibres discriminatoires même dans une économie concurrentielle, (par une) « discrimination implicite », qui n'est ni intentionnelle ni consciente chez ceux qui s'y livrent.*

Ayant ainsi brossé ce sombre tableau, l'auteur (pp. 121-126) revient sur « le rôle de l'Etat dans la redistribution ». Il montre alors comment divers biais fiscaux ont été sciemment introduits par les pouvoirs publics pour atténuer, voire supprimer, l'effet redistributif de l'impôt, au bénéfice des « super riches ». Il en vient à cette conclusion que :

*Les failles et les dispositifs spéciaux ont détruit l'impôt. (...) Il y a donc un trait frappant de la situation américaine : alors que le niveau d'inégalité créé par le marché – un marché modelé et distordu par la politique et la recherche de rente – est plus élevé que dans tout autre pays industriel avancé, les Etats-Unis font moins que les autres pour modérer cette inégalité par l'impôt et les dépenses publiques.*

Dans la dernière section de ce chapitre, l'auteur revient sur ses interrogations quant à la pertinence de la « théorie de la productivité marginale », expression (p. 129) par laquelle il résume la thèse d'optimum de « rendement social » dérivée, par les « théorèmes du bien-être », du modèle standard des équilibres concurrentiels sur des marchés complets en état d'information parfaite. On peut regretter qu'il ne précise pas

davantage, ici, sa pensée. Un lecteur attentif et un peu exigeant devra donc se reporter aux notes de fin de volume où figurent un grand nombre de références, d'intérêt inégal, parmi lesquelles il trouvera quelques jalons (notamment parmi les articles académiques de l'auteur). On regrettera aussi que ne soit que très brièvement évoquée la question de la valorisation des externalités dans l'usage de ressources communes. D'autant que l'auteur signale qu'il ne s'agit pas ici que des seules ressources naturelles (17), mais aussi de tout cet acquis historique, culturel et social que représentent (p. 130) :

*l'héritage technologique (...), le cadre institutionnel, l'état de droit, l'existence d'une population active instruite, et la présence de bonnes infrastructures ...*

Ce chapitre foisonnant oriente tout l'ouvrage. Par la suite, l'auteur reviendra souvent (à propos de la crise financière et de la gestion des crédits hypothécaires *subprime* ; au sujet du système éducatif et des établissements d'enseignement supérieur à but lucratif qui profitent de leur asymétrie informationnelle pour égarer de nombreux étudiants qui s'endettent lourdement pour financer leurs études ; au sujet du régime des faillites personnelles, etc.), sur le même diagnostic fondamental : la diffusion générale de mécanismes informationnels de distorsion des marchés, générateurs d'inégalité, d'inefficacité et d'instabilité, et qui résultent de la perversion des processus politiques démocratiques « capturés » par ceux qui ont intérêt à la consolidation de leurs situations de rente. Ceux-ci en viennent à user de leur pouvoir d'influence pour conditionner les perceptions et les comportements des citoyens et pour tenter d'imposer la norme implicite d'équilibres fictifs, en réalité largement inégalitaires. Ces développements font l'objet des chapitres 4 (« Pourquoi c'est important »), 5 (« Une démocratie en danger ») et 6 (« Nous sommes en 1984 »). Dans ces différents chapitres, Stiglitz insiste sur l'importance de l'environnement social et de l'action collective pour l'efficacité réelle des équilibres de marché, notamment du fait que toute production individuelle

valorise en fait des acquis antérieurs de la société prise dans son ensemble. Peut-on pour autant le suivre sans réserve quand il affirme que le « sous-investissement dans le capital humain » (p. 166), du fait principalement des distorsions inégalitaires dans le système éducatif, est assimilable à un « échec de marché » où les externalités négatives, ici de nature socio-culturelle, rencontrant des marchés incomplets et imparfaits, conduisent finalement à une détérioration profonde et durable, dans un sens de plus en plus inégalitaire, de « l'arbitrage inégalité-efficacité » ? Car l'auteur reste flou sur la nature de cet arbitrage. De même, n'entret-il pas davantage (il laisse au lecteur averti le soin de rechercher, dans l'abondant appareil de notes, les références académiques réellement utiles...) dans la discussion des problèmes fondamentaux de l'optimalité sociale réelle de l'économie de marché, de la nature de « l'efficacité économique » recherchée, ainsi que de l'évaluation de l'effet des institutions, des incitations, et des choix redistributifs sur la formation et le « rendement social » des équilibres de marché. On aurait aimé aussi que soit davantage développée la question centrale de l'effet sur les « changements de répartition » (ou de « dotations » de revenus) d'une action publique visant à l'amélioration de l'efficacité des marchés. Il signale seulement (p. 424, note 15 du chapitre 3) que si la théorie économique prévoit que l'on puisse obtenir :

*des équilibres 'Pareto-efficaces', où l'on ne peut améliorer le sort de quelques-uns sans détériorer celui d'un autre ; ou des 'Pareto-améliorations', où l'on améliore le sort de quelques-uns sans nuire à personne (...), peu de changements de politique sont (cependant) de ce type. (...) Un équilibre Pareto-efficace (...) risque fort d'être absolument indésirable, parce qu'il laisserait beaucoup de gens à un niveau de pure subsistance.*

Ces six premiers chapitres, pris ensemble avec ces « angles morts » que nous signalons ici, tracent en somme à la fois le périmètre d'investigation de l'auteur, en même temps qu'il indique son ancrage idéologique. J.E. Stiglitz, au demeurant, ne s'en cache pas, lui qui revendique clairement son positionnement à la gauche du Parti Démocrate américain, et résume ainsi sa critique des « économistes de droite » (p. 165) :

*La droite a à l'esprit une économie parfaitement concurrentielle, où les rémunérations privées sont égales aux rendements sociaux ; nous voyons une économie caractérisée par la recherche de rentes, et d'autres distorsions. (...) La droite sous-estime la nécessité de l'action publique (collective) pour corriger les échecs omniprésents du marché. Elle surestime l'importance des incitations financières. (...) Toutes ces erreurs l'amènent alors à sur-évaluer les coûts et à sous-évaluer les avantages de l'impôt progressif.*

Cette question de la redistribution par la progressivité de l'impôt sera au centre des dispositions politiques que l'auteur recommandera dans la suite de l'ouvrage. Elle est à ses yeux indissociable de l'action publique

(17) L'auteur reviendra brièvement, page 155 (chapitre 4 : « C'est important »), sur cette question, d'un point de vue un peu différent, lié à ses réflexions sur le problème de la mesure des performances économiques et du progrès social : « Le PIB reflète mal les coûts environnementaux. Il n'indique pas si la croissance est « durable ». (...) Notre système de prix est faussé, parce qu'il ne reflète pas avec exactitude la rareté de nombre de ces ressources environnementales. Et puisque le PIB se fonde sur les prix du marché, notre métrique du PIB est elle aussi faussée ». Mais, pourrait-on ajouter, que signifie « durablement » une approche marginaliste du rendement social, que l'auteur reprend à son compte quand il prône l'alignement de la rémunération privée et de la productivité sociale, lorsque le modèle de marché qui la met en œuvre repose sur l'idée d'un signal-prix – même après correction des distorsions liées aux recherches de rentes ou à la perversion des incitations – qui n'incorpore pas le vrai coût des ressources communes consommées par le producteur ? (On peut se reporter à ce sujet au document édité par la « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social » présidée par J.E. Stiglitz en 2008-2009 : *Reflexions et vue d'ensemble des questions abordées*, § VIII : *Durabilité* – Document consultable sur : [www.stiglitz-sen-fitoussi.fr](http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr)).

visant à la correction des échecs de marchés, notamment par le « rétrécissement des espaces de recherche de rentes ». Car c'est alors que la redistribution peut « simultanément réduire l'inégalité et accroître l'efficacité » – et cela d'autant, affirme-t-il (p. 175) :

*(qu'un système fiscal progressif ciblant les rentes [Pareto non-optimales] n'aurait pas d'effet pervers sur les incitations [réellement efficaces] ...*

C'est alors seulement, aussi, que l'on peut véritablement envisager un « alignement » des rémunérations privées et des contributions sociales marginales – sans que l'on sache encore cependant comment ces dernières pourraient être mesurées (18)...

La dimension de cette étude nous interdit d'entrer plus avant dans la discussion de ces six premiers chapitres. On ne peut manquer cependant de relever l'insistance que met l'auteur, au chapitre 5 (« La démocratie en danger »), à lier la question de l'équité à celles de la confiance, de la cohésion sociale, des institutions et du contrat social (pp. 180-188). Car ce que la communauté politique risque de payer pour « prix de l'inégalité » n'est rien moins que « la rupture du contrat social » dont l'Etat est le garant, sur la base des valeurs d'équité et de justice. Or, « quand le contrat social est abrogé, (...) la méfiance monte », alors même que « la construction d'institutions exige en soi la confiance ». Si bien que, « quand le contrat social se rompt, la cohésion de la société s'érode vite » ; et qu'alors que « confiance, capital social et effort commun » allant de pair, la société devient « dysfonctionnelle », incapable désormais d'organiser efficacement en son sein des processus équitables de coopération pour faire face aux enjeux de son avenir. À cette préoccupation répond l'accent mis par l'auteur au chapitre 6 (« Nous sommes en 1984 ») (19) à lier ce délitement du lien social à l'exploitation, à l'instigation et au bénéfice du « 1 % », et sur un « marché des idées » livré par là à toutes les distorsions, de la malléabilité des représentations et des croyances, et aux biais informationnels en résultant. Signalant les apports pour la compréhension de ces phénomènes de la nouvelle économie comportementale (20), qui en a fait l'un de ses thèmes de recherche essentiels, l'auteur remarque (p. 214) que :

*Prenant le contrepied de la réalité, où l'on peut façonner les visions et les préférences, l'économie orthodoxe postule que chaque être humain a des préférences bien définies, et des anticipations et des perceptions pleinement rationnelles. Chacun sait ce qu'il veut. Mais sur ce point l'économie traditionnelle a tort.*

Inégalités, distorsions de marché, manipulations des croyances iraient donc de pair avec la mise en avant par « les économistes de droite », non sans un certain cynisme, d'une conception « standard » de l'économie, où l'homme est en quelque sorte soustrait à lui-même. Autant dire que *l'homo economicus* du marginalisme utilitariste néo-classique, tout entier voué à son comportement maximisateur, ne peut plus se

comprendre lui-même dans sa dimension d'*affectio societatis*.

On touche là, nous semble-t-il, au nœud de la pensée de Joseph E. Stiglitz – dans une conjonction problématique de perspectives dont la cohérence opératoire ne va peut-être pas de soi. Stiglitz noue en effet ensemble trois dimensions :

- l'affirmation d'une possibilité d'alignement des rémunérations privées et des productivités sociales dans un modèle marginaliste du fonctionnement optimisateur de marchés qui, lorsqu'ils sont effectivement concurrentiels et sans distorsions, sont supposés aboutir sous l'effet du seul « signal-prix » à des équilibres « efficaces » ;

- l'analyse des distorsions et des stratégies informationnelles qui affectent cependant le fonctionnement réel de ces marchés et le rendent sous-optimal ;

- la recherche des conditions sous lesquelles ces deux dimensions, divergentes *a priori*, peuvent être réunies dans un même « contrat social » au bénéfice d'une communauté économique et politique : la condition fondamentale à assurer serait, semble-t-il, que ce « contrat » soit fondé sur une conception de l'équité éprouvée à l'aune de la réduction des stratégies informationnelles privatives et asymétriques.

Ces trois dimensions supposées réconciliées, l'équité sociale serait alors aussi la garantie de l'efficacité économique. Il faudrait questionner plus avant cette posture intellectuelle problématique. Car il semble que l'auteur, dans cet ouvrage grand public, ait voulu rester à la surface des difficultés qu'elle recèle (21).

Sans entrer ici dans la discussion au fond, laquelle excède les dimensions d'une simple recension, exposons brièvement l'organisation des chapitres 7 à 10 de l'ouvrage, qui en forment globalement la deuxième partie. Alors que les six premiers chapitres ont ras-

(18) L'auteur n'évoque pas le problème difficile de la vérification économétrique de cet « alignement ». Au reste, poser ce problème oblige à discuter au fond la question de la mesure des utilités, et des diverses propriétés exigées par les modèles (convexité, homogénéité... des fonctions de production et de demande) pour que ceux-ci soient « calculables ». On sait quelles impasses conceptuelles et méthodologiques ont été rencontrées sur ce terrain (Stiglitz ayant lui-même contribué à les mettre en évidence en établissant le théorème de « Greenwald-Stiglitz » sur l'inefficacité des équilibres concurrentiels en situation d'information imparfaite et en présence d'externalités). Plus généralement, c'est la question de la comparabilité des utilités individuelles qui est ici en jeu. Pour résoudre cette question, l'option des utilités cardinales a depuis longtemps été abandonnée (dès les années 1930). Mais le problème de la sélection des équilibres collectivement optimaux en présence d'utilités simplement ordinales a soulevé d'autres difficultés. Celles-ci sont à l'origine des théories du choix social développées, à partir des remarques d'Abraham Bergson (1938), par Kenneth Arrow (1951), puis par Amartya Sen (1971).

(19) Le titre de ce chapitre renvoie évidemment à l'ouvrage célèbre de George Orwell.

(20) Dont l'un des fondateurs est George Akerlof, co-lauréat avec Stiglitz du « Nobel » d'économie 2001.

(21) L'analyse critique de cette posture intellectuelle est l'objet de notre article *Stiglitz et le principe d'égalité*.



semblé les éléments d'ensemble du « diagnostic » de la crise économique et sociale qui, exacerbée par la Grande Récession, tend à dissoudre le contrat social fondateur des Etats-Unis d'Amérique, les chapitres qui suivent proposent d'abord (chapitres 7 à 9) une critique systématique des trois axes de la réponse à la crise mis en œuvre jusqu'à ce jour par le pouvoir politique : l'adaptation du droit positif à la crise du crédit et à la généralisation des situations de faillite (chapitre 7 : « Justice pour tous ? Comment l'inégalité érode l'état de droit ») ; la conduite de la politique budgétaire (chapitre 8 : « la bataille du budget ») ; et la critique d'une politique monétaire conçue, d'après l'auteur, au bénéfice exclusif des « 1 % » (chapitre 9 : « Une politique macroéconomique et une Banque centrale par et pour le 1 % »). Après ces trois chapitres, qui focalisent la critique de Stiglitz sur des alternatives politiques précises, vient un chapitre conclusif (chapitre 10 : « La bonne voie : un autre monde est possible »), où l'auteur expose son programme de réforme économique et politique.

Au cœur du chapitre 7 (pp. 266-269) se trouve la question de l'articulation des droits de propriété (leur nature, leur étendue, leurs conséquences et leurs restrictions éventuelles,...) avec les externalités, et celle de la répartition du revenu, du capital et du bien-être. Le nerf de la critique porte ici notamment sur l'incapacité du système juridique américain, en l'état, à protéger les plus faibles face aux difficultés où les ont jetés la politique d'offre massive de crédits *subprime*. La discussion tourne dès lors, principalement sur le droit des faillites, et Stiglitz plaide ici pour des dispositifs de remise de dette (moyennant dans certains cas, des prises de participation équitables en capital, y compris dans les biens immobiliers personnels). On note avec intérêt que Stiglitz fait ici référence explicitement (p. 273) au principe biblique du Jubilé, où toutes les dettes sont effacées : le raccourci avec la situation actuelle de crise de la dette (dette privée et dettes souveraines) est saisissant...

On retrouve, au chapitre 8, l'adhésion de Stiglitz au courant keynésien (qu'il aura notablement contribué à transformer). Il s'agit en effet de réorienter une politique budgétaire qui, aux yeux de l'auteur, est restée trop longtemps marquée par une fiscalité favorisant les rentes, et par une dépense publique malthusienne et mal ciblée. L'auteur plaide donc logiquement (pp. 295-300) pour une politique fiscale taxant spécifiquement les diverses formes de rentes de marché et les externalités (notamment environnementales, mais aussi les externalités spécifiques du système financier), supprimant les subventions cachées qui accordent des pouvoirs de marché inéquitables, et éliminant les multiples « failles » fiscales qui profitent essentiellement aux revenus du capital. Il propose aussi de restaurer une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, notamment par un impôt supplémentaire de 10 % sur les revenus des « 1 % » les plus riches (22).

Quant au volet de la dépense publique, Stiglitz soutient (p. 301-304) que l'Etat peut (encore) emprunter aujourd'hui pour investir dans l'avenir collectif, en ciblant la dépense sur les « investissements à haut rendement » qui élaborent les technologies capables de développer la demande de main-d'œuvre qualifiée tout en protégeant l'environnement. Affirmant sans détour la pertinence toujours actuelle de la logique keynésienne, il précise cependant qu'il préconise l'instauration d'un mécanisme de « multiplicateur de budget équilibré » où, en augmentant *simultanément* la dépense (convenablement ciblée) et les impôts (id.), l'effet de stimulation resterait durablement supérieur à celui de contraction, permettant que la dette nationale soit réduite « à horizon intermédiaire ». Ainsi, on pourrait à ses yeux, non seulement « relancer » la croissance, mais aussi et surtout en améliorer l'efficacité et l'équité, économique et sociale.

Au chapitre 9, Stiglitz, poursuivant sa critique de la politique macroéconomique ayant conduit à la crise financière de 2007-2008 et à la « Grande Récession », met en cause ce qu'il formule comme « deux mythes » : le ciblage de l'inflation et le principe d'indépendance des banques centrales. Il entend montrer (p. 330 sq.) que, sous l'empire de ces « deux mythes » : *les politiques monétaires qui ont été suivies ont simultanément affaibli le dynamisme économique global et accru l'inégalité. (...) (Mais qu') il existe un autre ensemble de politiques et de dispositifs institutionnels qui promet une croissance meilleure et plus stable, mais aussi un partage plus équitable de ses fruits.*

Un point majeur de son argumentation est que les modèles macroéconomiques standards construits en privilégiant la politique du ciblage de l'inflation, ne rendent pas compte des effets distorsifs de cette politique sur la répartition du revenu. Le choix des taux d'intérêt comme levier essentiel de contrôle de l'activité économique lui paraît pouvoir, de ce fait, être contre-productif. Couplée à une politique de flexibilité salariale, cette approche monétariste minore le rôle des « stabilisateurs automatiques » et néglige l'objectif de soutien de la demande totale (ou globale). Elle expose, de ce fait, l'économie à des « chocs récessionnistes ». Dans cette perspective, il stigmatise notamment la politique des baisses de taux d'intérêt pratiquée par la *Federal Reserve*, montrant que, tout en contribuant à la formation de bulles spéculatives sur les actifs financiers et immobiliers, elle n'a pas relancé l'investissement, mais a plutôt encouragé la « substitution d'un capital bon marché au travail » (p. 335).

(22) Au chapitre 4, Stiglitz a déjà évoqué rapidement les effets néfastes, à ses yeux, de la politique de réduction de la progressivité de l'impôt mise en place par le président Reagan (pp. 173-174). Il mentionne à ce sujet (note 68, p. 446) des études académiques sur la « taxation optimale », qui concluent à ce que « le taux d'imposition le plus élevé devrait se situer autour de 70 % ».

Ce pilotage macroéconomique par le ciblage de l'inflation et les taux d'intérêt a dès lors produit « une distorsion structurelle de l'innovation » au détriment d'une répartition équitable, au plan social, des revenus associés à l'augmentation de la demande globale (investissement inclus). Il poursuit son réquisitoire en dénonçant les mesures de politique monétaire non-conventionnelles prises par la *Federal Reserve* (conjointement avec les prêts du Trésor aux banques) pour assurer le renflouement du système bancaire, mais qui ont profité essentiellement aux grands établissements opérant sur les marchés internationaux (pp. 336-337) :

*L'argent de l'Etat, pour l'essentiel, ne s'est pas orienté vers les petites banques régionales ou locales dont l'activité centrale est le crédit aux PME, et qui ont fait faillite par centaines, (alors que) des centaines d'autres se trouvent dans une situation si précaire qu'elles ont dû réduire leurs prêts.*

L'auteur poursuit en montrant comment, selon lui, la nouvelle loi de réglementation du secteur financier (*Dodd-Frank*), promulguée en juillet 2010, en concédant diverses exceptions, n'a pas véritablement aboli le régime d'allégeances croisées et de collusions entre le secteur financier et le système politique, caractéristiques de l'ère inaugurée par le président Reagan et gérée ensuite notamment par Alan Greenspan. Dans la suite du chapitre, Stiglitz poursuit sa critique du paradigme monétariste en y opposant sa conception d'une « autre politique macroéconomique », passant par « une démocratisation de la Banque centrale » (pp. 340 sq.). Il s'agit d'assurer entre celle-ci et les pouvoirs publics une meilleure coordination des instruments de politique économique, et par là-même une meilleure prise en compte des exigences d'une régulation sociale et démocratique de « l'économie réelle ». Les enjeux en sont le juste partage des risques entre financiers, propriétaires, salariés et contribuables, et la réorientation des flux de crédit et d'investissement au service d'une politique de plein emploi (p. 350). Les conditions en sont, toujours selon l'auteur, l'abandon du paradigme monétariste au profit de lignes d'action qui s'inspireraient clairement du « nouveau paradigme » des *Information Economics* dont nous avons retracé en première partie, au fil des travaux académiques et des interventions publiques de Stiglitz, les conditions d'émergence : réévaluation des externalités ; réduction des asymétries d'information et des distorsions affectant les relations d'agence ; organisation et régulation de marchés du risque complets. Évoquant, dans sa critique de la conception monétariste du *Central Banking*, la crise de l'euro, l'auteur épingle au passage (pp. 347-349) la BCE (Banque centrale européenne) qui, à ses yeux, « a joué, au mieux, un rôle ambigu ». La critique est faite ici à grands traits, et l'auteur semble l'avoir rédigée alors que ne se dessinaient pas encore les mesures de coordination budgétaire et monétaire vers lesquelles se dirigent les pays de

la zone euro, ni les décisions récentes allant dans le sens d'une intégration de la supervision bancaire dans un dispositif coordonné impliquant la BCE, l'EBA (*European Banking Authority*) et les autorités nationales de supervision prudentielle.

Le chapitre 9 se termine par des recommandations de réforme de la politique monétaire que l'auteur replace explicitement dans le champ du paradigme keynésien. Dénonçant les « échecs spectaculaires » des politiques d'inspiration monétariste (23), il préconise un pilotage macroéconomique centré sur la demande globale, associé à des « politiques actives du marché du travail » (p. 358), et prenant en compte plus directement les « effets de répartition » pour de meilleurs « arbitrages entre les créanciers et les débiteurs, les jeunes et les vieux, le secteur financier et les autres secteurs, etc. », pour tendre « au bien-être de la majorité des citoyens ».

Le chapitre 10, quant à lui, se veut conclusif. Par son titre même (« La bonne voie : un autre monde est possible »), l'auteur entend à la fois énoncer un programme de réformes, et récapituler les orientations théoriques et éthiques qui entrent ensemble dans la constitution du « nouveau paradigme » qu'il défend. Il affirme ainsi (pp. 361-363) que :

*ce livre n'est pas inspiré par la « politique de l'envie », (...) (mais) par la politique de l'efficacité et de l'équité. (...) (Car) un vrai programme de réforme économique doit accroître simultanément l'efficacité de l'économie, l'équité et l'égalité des chances.*

Mais il s'agit à ses yeux d'engager :

*un effort pour rendre la société plus égalitaire, (ce qui) aura un impact sur l'idéologie aujourd'hui dominante qui influence nos politiques microéconomiques et macroéconomiques (...) (et cela en vue de) rompre le cercle vicieux où la domination politique des riches induit des croyances et des choix publics qui aggravent l'inégalité économique et renforcent leur domination politique.*

Les dernières pages du livre (pp. 363-389) (24) énoncent donc un « programme de réforme économique » où l'on retrouve tous les thèmes que l'auteur a développés tout au long de l'ouvrage. Pour « réduire la recherche de rente et rendre le jeu plus égal » (p. 364 sq.), l'auteur propose un éventail de mesures visant à :

(23) Critiquant l'usage de l'expression « taux de chômage naturel », alors « qu'il n'y a rien de naturel dans le chômage massif que nous connaissons aujourd'hui », Stiglitz signale (p. 357) que « l'hypothèse implicite qui suppose une relation stable entre le niveau du chômage et le taux d'accélération de l'inflation n'a pas résisté à l'épreuve du temps ».

(24) L'ensemble des pages 391 à 502 est occupé par le volumineux appareil de notes, dont nous avons indiqué plus haut l'intérêt de l'exploiter avec soin, en consentant à faire l'effort d'y trier des références qui jouent sur des registres différents : l'information historique ou économique factuelle ; les jugements d'opinion ; les essais économétriques ou théoriques de niveau académique.

juguler le secteur financier (25), (...) renforcer les lois sur la concurrence et mieux les faire respecter, (...) améliorer la gouvernance d'entreprise – notamment pour limiter le pouvoir qu'a le PDG de détourner à son profit personnel une large part des ressources de l'entreprise –, (...) réformer globalement la législation des faillites – du traitement des dérivés aux maisons « sous l'eau » (26) et aux prêts étudiants (27) –, (...) mettre fin aux cadeaux de l'Etat dans les transferts d'actifs publics comme dans les marchés publics, (...) mettre fin à l'aide sociale aux entreprises, subventions cachées comprises, (...) et démocratiser l'accès à la justice.

La réforme de la fiscalité constitue un deuxième volet de mesures :

*Rendre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés plus progressifs – et plus étanches (28) –, (...) créer un impôt sur les successions plus efficace et mis en œuvre efficacement, pour prévenir la création d'une nouvelle oligarchie.*

Mais le « programme » de Stiglitz comporte aussi un volet important de mesures visant directement au renforcement de la cohésion sociale :

*Améliorer l'accès à l'éducation, (...) aider les américains ordinaires à épargner, (...) assurer à tous l'accès aux soins, (...) renforcer les autres programmes de protection sociale.*

Reprenant le thème de la « mondialisation asymétrique », il appelle, d'autre part, à :

*tempérer la mondialisation : rendre le jeu plus égal, et arrêter la course vers le pire.*

Pour « rétablir et maintenir le plein emploi », il préconise ensuite :

*(d'instaurer) une politique budgétaire de maintien du plein emploi – et de l'égalité –, (...) une politique monétaire – et des institutions monétaires – de maintien du plein emploi, (...) de corriger les déséquilibres commerciaux, (...) de conduire des politiques actives du marché du travail et (d') amélioration de la protection sociale (29).*

Et pour « rétablir une croissance durable et équitable », il appelle enfin à :

*un programme de croissance fondé sur l'investissement public, (...) (à) réorienter l'investissement et l'innovation pour préserver les emplois et l'environnement, (...) (sachant que) l'important n'est pas seulement la croissance, mais le type (ou) la qualité de la croissance (...). (Car) nous pouvons à la fois modeler les forces du marché dans le bon sens et extraire des revenus utilisables pour promouvoir la croissance et renforcer le bien-être social.*

À ce programme économique, Stiglitz joint, dans ce chapitre, quelques brèves indications pour un « programme de réforme politique » (pp. 383-385). Elles découlent logiquement de la perspective suivie au fil de l'ouvrage. Constatant l'ampleur du :

*sous-investissement dans le bon fonctionnement de notre démocratie, peut-être le bien public le plus important de tous (30), (...) (il préconise) une réforme du finance-*

*ment des campagnes électorales (visant à interrompre les incitations adressées aux) entreprises privées et particuliers fortunés (à) dépenser leur argent pour nous « informer » (...) (alors que) tout les incite à fausser l'information qu'ils nous donnent. (...) (Il préconise aussi de) créer des médias plus démocratiques (...) (et de) réduire l'importance de l'argent dans le processus politique...*

Mais le projet politique est ici indissociable de l'analyse économique. Ayant démontré (à ses yeux) que l'action publique est à la fois nécessaire et techniquement possible pour compenser l'inefficacité de marchés naturellement imparfaits et incomplets, il pose donc la question fondamentale de la capacité de l'Etat, face aux marchés (pp. 386-388), à :

*nous rapprocher de l'égalité des chances (...) (pour) avoir simultanément une économie plus dynamique et plus efficace et une société plus juste. (...) (Mais s') il est fort peu probable que nous puissions mettre en place un système politique équitable et réactif dans le cadre d'un système économique aussi inégalitaire que le nôtre ..., (pour autant) notre système politique ne peut fonctionner s'il n'y a pas un sentiment collectif plus fort.*

## CONCLUSION : L'ÉCONOMIE COMME SCIENCE MORALE ET POLITIQUE

Stiglitz, on l'a vu, a poursuivi contre certaines affirmations du paradigme néo-classique dominant, les

(25) L'auteur appelle notamment à de plus grandes « restrictions sur le levier et les liquidités » et à « restreindre beaucoup plus strictement les dérivés de gré à gré (OTC) ».

(26) C'est-à-dire les maisons achetées moyennant des prêts hypothécaires *subprime* et dont la valeur, suite à l'éclatement de la bulle immobilière, est désormais inférieure au montant de capital restant dû. Stiglitz a proposé à plusieurs reprises des aménagements spécifiques aux règlements des faillites personnelles permettant aux familles concernées de conserver leurs maisons, moyennant des rééchelonnements de prêts et des formes nouvelles de garanties en capital apportées aux établissements prêteurs.

(27) Qui sont actuellement exclus des mesures protectrices prévues dans les règlements des faillites personnelles.

(28) L'auteur a proposé au fil de l'ouvrage une typologie des diverses distorsions actuelles du système fiscal : les failles, les exemptions, les exceptions et les préférences.

(29) « Notre économie traverse une vaste transformation structurelle. Les bouleversements provoqués par la mondialisation et par la technologie exigent des transferts massifs de main-d'œuvre entre secteurs et entre postes de travail, et les marchés par eux-mêmes ne gèrent pas bien ces changements. (...) Peut-être sera-t-il nécessaire que l'Etat joue un rôle plus actif dans le financement » de mesures d'incitation à ces transferts (p. 378).

(30) La démocratie est sans doute aux yeux de Stiglitz le bien public fondamental, même en prenant ce terme au sens strict qu'il comporte en théorie économique. Il précise cependant (page 384 et en note 23 du chapitre 10, page 502) que trop de citoyens se comportent au regard de ce bien commun, en « passagers clandestins ». Toute son œuvre suggère un lien intrinsèque entre la véracité ou sincérité des échanges d'information réalisés dans les diverses formes de coopération politique et sociale, d'une part, l'efficacité économique de la coordination par les marchés, d'autre part, et l'équité ou justice fondamentale dans la répartition des biens et opportunités.

exigences de scientificité de sa discipline. Ayant fondé pour cela le nouveau paradigme de l'économie de l'information, il apparaît maintenant, au terme de son évaluation du « prix de l'inégalité », qu'il ne peut éviter de rencontrer la question-clé des sciences morales et politiques : quel est le fondement premier et quelles sont les conditions essentielles de *l'affectio societatis* ? C'est aussi la question du « nouveau pacte social » qu'il a posée juste avant de conclure son ouvrage (p. 379). Car cette question est aussi (p. 380) celle du :

*maintien du type de société et d'Etat qui sert toute la population – conformément aux principes de justice, d'équité et d'égalité des chances, (...) (alors même que) la discrimination est corrosive pour nos valeurs fondamentales, notre sentiment d'identité et la notion de nationalité.*

Il nous confirme ainsi que la science économique ne peut se fonder autrement qu'en économie politique. Ou plus profondément encore, que *l'économie est une science morale* (31).

C'est à ce titre que, suite aux diverses expériences totalitaires ayant, au XX<sup>e</sup> siècle, réduit des peuples entiers à la servitude au nom d'une idéologie pervertie de l'égalité, Stiglitz s'élève dans *Le prix de l'inégalité* contre une nouvelle forme de servitude. Il montre en effet que si les institutions politiques, corrompues par certaines « forces du marché », laissent le fossé s'agrandir entre la liberté *formelle* du citoyen, sujet de droits, et sa liberté *réelle*, mesurée à l'aune de sa capacité effective à réaliser son projet personnel d'une vie bonne, alors le « prix de l'inégalité » fondamentale ainsi creusée à l'intérieur même du pacte social sera la dislocation de la société et la désespérance du peuple. Il dénonce comment l'illusoire égalité des acteurs dans la fiction de l'équilibre général de marchés « complets, purs et parfaits » se retourne en réalité, par la multiplication des stratégies privées à information cachée et/ou asymétrique, en une profonde iniquité : les « marchés », parvenus même à « modeler » l'action publique par leur « capture cognitive », comme le soutient Stiglitz, enferment le peuple des citoyens libres et égaux en droit dans le piège d'un nouveau despotisme, anonyme celui-là. Il joint sa voix à celles d'autres « Indignés » pour réveiller les consciences, et appeler à restaurer les conditions d'une efficacité économique qui coïncide avec les exigences légitimes d'équité sociale.

Est-il pourtant allé au fond des exigences implicites de sa pensée scientifique et de ses engagements humanistes ? Comme nous l'avons montré par ailleurs (32), il est permis d'en douter. Mais il lui revient le grand mérite d'appeler notre attention sur l'urgence d'une réforme profonde des mœurs politiques. Seule la « moralisation » complète des relations entre les pouvoirs publics et les « forces du marché » – spécialement dans le secteur financier – permettra l'instauration et la consolidation d'une juste régulation des

marchés, pour le déploiement d'un espace économique plus équitable où les acteurs pourront réaliser des équilibres efficaces qui servent la promotion égale de chacun à l'exercice de sa liberté réelle.

À l'inverse, quand des comportements irrespectueux de la *justice as fairness* exploitent les imperfections des marchés pour y maximiser les situations de rentes ou y manipuler les comportements individuels, ils dévoient l'économie de marché : ils en font un puissant instrument de creusement des inégalités réelles, et une machine à détruire le lien social. Face à cela, le nouveau paradigme de l'Economie de l'Information instauré par Stiglitz nous permet une compréhension plus fine du fonctionnement du lien social dans les interactions de marché. Il montre comment les stratégies privées d'appropriation de l'information induisent des comportements asymétriques, voire subtilement asservis, qui se traduisent par un mouvement permanent et peut-être chaotique de distorsion qui affecte de proche en proche tous les acteurs. Ce biais informationnel et comportemental, généralisé au plan systémique, ruine la possibilité que des marchés efficaces atteignent des équilibres non seulement efficaces, mais aussi équitables.

Cette analyse de la déformation du lien social dans une économie de marché mal régulée, où la puissance publique et les marchés ne forment plus un juste équilibre de forces, nous renvoie à une éthique de justice et de sincérité dans la conduite des relations interpersonnelles. Car fondamentalement, l'égalité entre les personnes pour se déployer également sur ses divers registres (juridique, politique, économique, social,...) exige une pratique de réciprocité loyale, bien informée, éclairée... Car la relation d'égalité entre personnes libres et responsables convertit l'un dans l'autre les intérêts particuliers, et les mesure finalement à l'aune d'un bien (qui n'est pas seulement une « utilité ») qui revient à chacun en propre, comme l'unité du Tout procède de manière singulière en chacune des parties (33).

Le « prix de l'inégalité », c'est la rupture du lien fondamental qui réunit les membres de la société politique dans une recherche équilibrée du bien commun.

(31) C'est le titre du livre d'Amartya Sen (prix Nobel d'économie 1998) publié en 1999 aux éditions La Découverte.

(32) Dans notre article *Stiglitz et le principe d'égalité*.

(33) En des termes un peu plus techniques, on peut ramener à l'unité la complexité réelle des divers aspects de l'égalité, en notant que deux réalités sont substantiellement égales quand elles sont, sous au moins un rapport déterminé, réellement, effectivement convertibles réciproquement l'une dans l'autre, dans une même mesure les incluant, sous ce rapport, exactement et totalement. Ou à un autre point de vue : deux réalités sont formellement égales s'il existe une instance idéale à laquelle elles participent sous le même rapport et dans des conditions et modalités identiques en principe. Cette approche de l'égalité, appliquée aux relations économiques entre personnes libres et égales en droit, montre que leur interaction sur le « marché » ne sera réellement équitable que si une logique de don mutuel la détermine de l'intérieur dans l'intention d'échanger – bien que cette logique de don ne constitue pas ordinairement une instance explicitement opératoire dans le règlement de l'échange.